

Avril 2026

MENSUEL DE STRATÉGIE & MACROÉCONOMIE

Here I Go Again (On My Own)

Choc pétrolier : scénarios et stratégies dans un monde sous tension





« Here I Go Again (On My Own) » : Choc pétrolier

Scénarios et stratégies dans un monde sous tension

« No, I don't know where I'm going,
But I sure know where I've been,
Hanging on the promises,
In songs of yesterday,
And I've made up my mind,
I ain't wasting no more time,
Here I go again. »
– Whitesnake

Du détroit d'Ormuz aux portefeuilles : gérer l'incertitude énergétique en 2026

Après s'être opposé à toute intervention militaire outremer, le président Trump a, une fois de plus, pris sa décision, agi rapidement et fait cavalier seul, sans consulter l'OTAN.

La phase militaire du conflit impliquant les États-Unis, Israël et l'Iran a jusqu'à présent été marquée par des opérations aériennes et navales visant à affaiblir les capacités militaires de l'Iran, sa base industrielle et sa capacité à projeter sa puissance dans la région. Si les objectifs ont parfois semblé flous, Washington poursuit globalement le même but : affaiblir le programme nucléaire iranien. Israël, pour sa part, semble plus ouvertement axé sur la perspective d'un changement de régime.

Du point de vue des marchés, l'impact le plus immédiat du conflit a porté sur le transport des ressources énergétiques. Le détroit d'Ormuz, où transite habituellement environ 20 % du commerce mondial de pétrole et de gaz naturel, a été presque complètement perturbé. Au moment d'écrire ces lignes, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis disposent toujours d'itinéraires alternatifs par pipeline, et le pétrole iranien continue de parvenir aux marchés d'exportation, souvent par des moyens opaques. Des acheteurs importants, comme la Chine et l'Inde, ont réussi à obtenir des autorisations ou à tirer parti de brèches existantes dans l'application des mesures.

Cela dit, une perturbation même partielle se traduit par une baisse de la production et ajoute une prime de risque géopolitique non négligeable aux prix de l'énergie. Et le pétrole ne représente qu'une partie du problème. La région du Golfe fournit aussi toute une série de matières premières industrielles importantes, notamment l'aluminium, l'azote et l'hélium. Ces produits ne font pas les manchettes, mais ils jouent un rôle essentiel dans les chaînes d'approvisionnement, de l'agriculture à l'industrie manufacturière de pointe.

Faits saillants

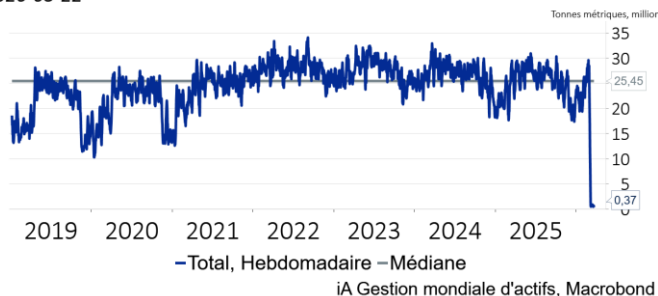
- Le conflit au Moyen-Orient agit comme un choc d'offre énergétique, dont les effets dépendront surtout de sa durée.
- Les marchés restent calmes pour l'instant, mais un choc prolongé forcerait une réévaluation de l'inflation, de la croissance et des taux.
- Dans cet environnement, nous demeurons sous-pondérés en obligations, et surpondérés en actions et en matières premières, avec une prudence accrue.

Avril 2026	--	-	N	+	++
CLASSES D'ACTIFS					
Marché monétaire					
Revenu fixe			←		
Actions					
Alternatifs					
ALLOCATION ACTIONS					
Actions canadiennes					
Actions américaines					
Actions internationales					
Actions marchés émergents					
ALLOCATION REVENU FIXE					
Obligations gouvernementales					
Obligations de sociétés IG					
Obligations à haut rendement					
AUTRES					
Matières premières					
Indice dollar américain					
CAD/USD					



Détroit d'Hormuz: Volumes de transport

Fonds monétaire international (FMI), Millions de tonnes métriques, en date de 2026-03-22



Cette guerre se caractérise également par le rôle limité des alliances traditionnelles. Les partenaires de l'OTAN, dont le Canada, n'ont pas été consultés avant le lancement des opérations militaires et ne devraient guère jouer un rôle significatif, malgré quelques déclarations occasionnelles évoquant des coalitions plus larges. Cette situation renforce la tendance aux actions unilatérales en matière de sécurité, ce qui complique d'autant plus les possibilités de sortie diplomatique.

La politique intérieure des États-Unis est également à considérer. Les guerres sont généralement impopulaires, en particulier lorsqu'elles entraînent une hausse des prix de l'essence et semblent incompatibles avec les promesses de retenue à l'étranger. À l'approche des élections de mi-mandat, la hausse des coûts énergétiques risque d'amplifier le mécontentement des électeurs et d'affaiblir le capital politique, réduisant ainsi la marge de manœuvre de l'administration tant au pays qu'à l'étranger.

La guerre que personne n'a ordonnée

Il est ironique de constater à quel point ce conflit contredit la « doctrine Monroe » (dont nous avons parlé dans notre [article](#) de février) et le discours sur le repli stratégique américain. L'idée selon laquelle les États-Unis se replieront progressivement sur eux-mêmes pour se recentrer sur leur propre hémisphère a été sérieusement ébranlée, Washington se retrouvant, une fois de plus, profondément impliqué au Moyen-Orient.

Les avancées réalisées sur le champ de bataille ont été inégales, mais significatives. Les forces navales iraniennes ont été affaiblies et l'ensemble de son complexe militaro-industriel a subi des dommages considérables. La capacité de l'Iran à projeter sa puissance dans la région a été affaiblie, mais l'état de son programme nucléaire demeure incertain. La durée du conflit dépendra en grande partie de l'ampleur des dégâts causés, et le spectre d'une intervention terrestre continue de planer.

Quant à un changement de régime, les attentes doivent rester modérées. Les frappes visant à décapiter le pouvoir peuvent déstabiliser les structures hiérarchiques, mais le pouvoir en Iran est autant institutionnel que personnel. Des organisations telles que le Corps des gardiens de la révolution islamique demeurent soudées, bien armées et profondément attachées à la survie du régime. Cela dit, l'Iran est un pays très diversifié de plus de 90 millions d'habitants, dont une bonne partie méprisent les ayatollahs. Les risques de fracture interne sont réels, et si le régime venait effectivement à être renversé, nul ne sait ce qui se passerait ensuite. Au cours des prochains mois, l'Iran pourrait connaître une situation interne plus chaotique et instable, un scénario qui produit rarement des résultats favorables aux marchés.

Les chocs pétroliers et le manuel de stratégie macroéconomique

D'un point de vue économique, une escalade militaire impliquant l'Iran correspond à la définition même d'un choc négatif de l'offre. La hausse des prix de l'énergie entraîne une augmentation des coûts de transport et de production, réduit le pouvoir d'achat des ménages et fait grimper l'inflation globale. La croissance ralentit à mesure que les revenus réels s'érodent.

L'histoire regorge d'exemples qui invitent à la prudence. L'embargo pétrolier du début des années 1970 a ouvert la voie à plusieurs années de forte inflation et de chômage. La révolution iranienne à la fin de cette décennie et la guerre du Golfe au début des années 1990 ont toutes deux été suivies d'une récession aux États-Unis. Plus récemment, cependant, les chocs pétroliers ont été moins dévastateurs. La guerre en Irak, au début des années 2000, et la guerre civile en Libye, en 2011, ont engendré de la volatilité, mais pas de ralentissements mondiaux.

Les économies avancées sont bien moins dépendantes du pétrole qu'elles ne l'étaient autrefois. L'efficacité énergétique s'est améliorée, le secteur des services occupe une place prépondérante et des sources d'approvisionnement alternatives se sont développées. Même le choc énergétique déclenché par la guerre entre la Russie et l'Ukraine, bien que douloureux pour l'Europe, n'a pas entraîné de récession mondiale synchronisée.



Cela ne signifie pas pour autant que les chocs énergétiques n'ont plus d'importance. Si les perturbations dans le détroit d'Ormuz devaient perdurer plus longtemps, ou si les infrastructures énergétiques autour du Golfe subissaient des dommages importants, l'ampleur du choc pourrait mettre à mal tous ces tampons. Compte tenu du large éventail de résultats possibles, l'analyse de scénarios est essentielle.

Trois voies possibles

Nous proposons une série de scénarios dans les tableaux et graphiques ci-dessous.

Dans le cas d'un choc limité et temporaire, les cours du pétrole flambent, mais redescendent rapidement à mesure que les couloirs d'approvisionnement s'adaptent et que les tensions s'apaisent. Dans ce scénario, le Brent s'établit en moyenne à environ 70 \$ le baril en 2026. L'inflation augmente modérément, la croissance se maintient et les marchés ne connaissent qu'une volatilité épisodique.

Un choc grave laisse entrevoir une remontée des cours du pétrole vers les 100 \$ pendant plusieurs mois avant un retour progressif à la normale. Dans ce scénario, le Brent s'établit en moyenne à environ 85 \$ en 2026. L'inflation s'avère plus tenace, les banques centrales se montrent prudentes et les marchés boursiers subissent une correction plus marquée avant de retrouver leur équilibre.

Le scénario le plus difficile à gérer est celui d'un choc très grave et prolongé. Dans ce cas, les prix du pétrole dépassent les 120 \$ et restent élevés. Le Brent s'établit en moyenne à près de 100 \$ pour l'année. Ce scénario marquerait un véritable changement de régime pour l'économie mondiale.

SCÉNARIO	OPTIMISTE (choc limité)	DE BASE (perturbation sévère, mais temporaire)	PESSIMISTE (perturbation longue et sévère)
Cours du pétrole (\$/Brent) par scénario - moyenne trimestrielle			
T4 2025	64	64	64
T1 2026	73	90	100
T2 2026	79	100	130
T3 2026	64	85	95
T4 2026	62	70	75
Moyenne pour 2026	69	86	100

Source : iAGMA, Oxford Economics

Inflation, croissance et politiques sous pression

Dans les deux premiers scénarios, les pressions inflationnistes demeurent largement circonscrites au secteur de l'énergie. Aux États-Unis, l'inflation se maintient sous la barre des 3 % en cas de choc modéré et grimpe vers 3,5 % en cas de choc grave. En revanche, un choc très grave risque de faire grimper l'inflation bien au-delà de 4 %, les hausses de coûts se propageant de manière plus générale aux biens et aux services.

États-Unis – Impacts d'un choc pétrolier pour 2026			
	Choc limité	Sévère et temporaire	Sévère et prolongé
IPC (variation annuelle)	2,6 %	3,5 %	4,1 %
PIB (variation annuelle)	2,7 %	2,6 %	2,0 %
Évolution de la politique monétaire (fin d'année)	-25 points de base	Aucun changement	+25 points de base
Taux des obligations 10 ans (fin d'année)	4,2 %	4,4 %	4,6 %
S&P 500 (repli maximal)	+8 % (-5 %)	+2 % (-15 %)	-12 % (-25 %)

Sources : iAGMA, Oxford Economics

Les perspectives de croissance obéissent à une logique similaire, car la hausse des prix de l'énergie agit comme une taxe. Dans les scénarios les plus modérés, les ménages et les entreprises puisent dans leurs économies et absorbent le choc. La croissance mondiale ralentit, mais ne s'arrête pas. En cas de choc très grave, cependant, la croissance s'affaiblit fortement. Les importateurs nets d'énergie, tels que l'Europe et le Japon, sont particulièrement vulnérables et pourraient entrer en récession. L'Amérique du Nord est mieux protégée en raison de son statut d'exportatrice nette d'énergie, mais même ici, la croissance ralentira sensiblement si les prix élevés persistent.

Canada – Impacts d'un choc pétrolier pour 2026			
	Choc limité	Sévère et temporaire	Sévère et prolongé
IPC (variation annuelle)	2,5 %	3,1 %	3,4 %
PIB (variation annuelle)	1,1 %	1,1 %	0,7 %
Évolution de la politique monétaire (fin d'année vs aujourd'hui)	Inchangé	+25 points de base	+50 points de base
Taux des obligations 10 ans (fin d'année)	3,4 %	3,5 %	3,8 %
S&P/TSX 60 (repli maximal)	+12 % (-5 %)	+4 % (-12,5 %)	-8 % (-20 %)

Sources : iAGMA, Oxford Economics



Les banques centrales se retrouveraient dans une situation délicate. Face à un choc modéré, les responsables politiques peuvent, dans une large mesure, faire abstraction de la hausse temporaire de l'inflation. En cas de choc grave, les pauses prolongées deviennent systématiques, car les risques liés à l'inflation et à la croissance évoluent dans des directions opposées. Dans le scénario le plus extrême, les banques centrales pourraient être contraintes d'envisager un nouveau resserrement monétaire, ce qui ferait grimper les taux à long terme alors même que la croissance se détériore.

Monde – Impacts d'un choc pétrolier pour 2026			
	Choc limité	Sévère et temporaire	Sévère et prolongé
IPC (variation annuelle)	3,5 %	4,4 %	4,9 %
PIB (variation annuelle)	2,9 %	2,7 %	2,3 %

Sources : iAGMA, Oxford Economics

Enfin, il est important de noter que les marchés financiers ont fait preuve d'une résilience remarquable face aux tensions géopolitiques ces dernières années. Si cette tendance se poursuit, un choc limité n'entraînerait fort probablement qu'une volatilité temporaire. Un choc sévère pourrait déclencher une correction plus marquée sur les marchés boursiers mondiaux, bien que les marchés fortement exposés au secteur de l'énergie, comme le Canada, seraient relativement plus résistants.

Selon nos estimations, face à un choc très sévère et prolongé, la complaisance s'effondrerait véritablement. Un niveau élevé et durable des cours du pétrole pèserait sur les valorisations, renforcerait l'incertitude et saperait l'appétit pour le risque. Les écarts de crédit se creuseraient et les actions connaîtraient des difficultés.

Synthèse

Au début de 2026, nous estimons que la croissance mondiale serait résiliente, avec une inflation tenace dans certaines régions du monde, les États-Unis en étant un bon exemple.

Le conflit en Iran fait peser de nouveaux risques sur cette perspective et introduit une bonne dose d'incertitude qui dépendra de l'ampleur et de la durée du choc pétrolier actuel. Si les perturbations énergétiques sont limitées et temporaires, l'économie mondiale pourra en absorber le choc. Si les prix du pétrole demeurent supérieurs à 100 \$ pendant des mois, les conséquences pourraient être beaucoup plus graves.

Comment les investisseurs peuvent-ils s'orienter dans un environnement aussi délicat?

Premièrement, il est essentiel de se concentrer sur les tendances macroéconomiques. L'effet favorable des baisses de taux synchronisées au cours des deux dernières années continue de laisser entrevoir une croissance des bénéfices; une surpondération équilibrée des actions demeure donc justifiée. Nos indicateurs avancés signalent une nouvelle accélération économique en 2026 et jusqu'ici, les données macroéconomiques ont suivi cette tendance. Comme nous l'avons souligné dans ce document, il faudrait un choc pétrolier prolongé et sévère pour inverser la tendance. Nous resterons donc à l'affût de tout changement dans les tendances.

Deuxièmement, la politique monétaire est, comme toujours, un moteur clé des marchés. Même si nous avons clairement indiqué que les marchés se montraient trop complaisants quant à la capacité de la Fed à procéder à plusieurs baisses en 2026, nous pensons que la barre est relativement haute pour un relèvement. Le statu quo en matière de politique monétaire devrait suffire à soutenir l'appétit pour le risque tout au long de l'année, de sorte que tout recul ou correction des actifs risqués constituerait une opportunité d'achat.

Troisièmement, les matières premières ont débuté l'année au premier rang de nos classes d'actifs préférées, et elles le sont toujours après un trimestre. Non seulement sommes-nous toujours optimistes envers les métaux de base (dépenses de défense et d'infrastructure, centres de données, etc.) et l'agriculture (changement climatique, prime de risque géopolitique), mais le contexte énergétique a radicalement changé compte tenu des récentes actions militaires. Bien que les métaux précieux semblent être en phase de consolidation, les raisons de détenir des matières premières sont nombreuses, que ce soit directement ou à travers une surpondération des actions canadiennes.

Quatrièmement, nous pourrions connaître une nouvelle année sans surprise en matière de rendements en durée, car des forces contradictoires maintiennent les taux à long terme dans une fourchette. Bien que nous nous attendions à une poussée des taux à long terme sous l'effet des forces macroéconomiques, nous nous rallions à l'opinion du consensus selon laquelle le Trésor américain ne laisserait probablement pas les taux à long terme dériver trop loin avant d'intervenir pour les ramener à un niveau plus modéré. Une telle situation mènerait à des rendements modérés pour les obligations.



Enfin, les devises devraient connaître une certaine volatilité, à mesure que les impacts géographiques du choc pétrolier se répercutent sur les données macroéconomiques. Les exportateurs nets de pétrole, comme le Canada et les États-Unis, devraient voir leur devise s'apprécier, tandis que l'Europe et le Japon, tous deux importateurs nets d'énergie, pourraient être confrontés à des vents contraires sur le plan des devises. En fonction de l'ampleur du choc pétrolier, les flux vers les valeurs refuges pourraient également soutenir le dollar américain et le yen japonais, ce qui compliquerait le tableau. Dans l'ensemble, pour les investisseurs canadiens, notre vue positive sur le dollar canadien laisse penser qu'il serait judicieux d'envisager une couverture contre le risque de change.

Positionnement

Nous continuons à surpondérer les actions, mais avec plus de prudence qu'au début de l'année. Le choc énergétique a été sévère dans le secteur des matières premières, mais les marchés boursiers ont tardé à prendre conscience de la possibilité que ces perturbations puissent perdurer, finissant par peser sur les marges et la demande des ménages. Pour l'instant, les investisseurs continuent d'agir comme si la situation allait être maîtrisée, mais cette hypothèse crée une asymétrie qui mérite notre attention. Si la hausse des coûts et les effets différés sur la chaîne d'approvisionnement commencent à se refléter dans les résultats, le marché pourrait devoir réévaluer son optimisme. Ce contexte complice également le discours autour de l'IA, car la hausse des coûts des intrants et un profil de croissance plus inégal pourraient mettre à l'épreuve certains des secteurs les plus associés à ce thème. Nous conservons donc notre surpondération des actions tout en surveillant de près le comportement sous-jacent du marché; nous sommes prêts à nous ajuster si la résilience fait place à la fatigue.

Nous maintenons également notre sous-pondération des obligations gouvernementales. Les récentes réactions du marché ont rappelé aux investisseurs que la durée ne peut pas toujours être considérée comme une couverture lorsque les pressions inflationnistes demeurent élevées et que les risques géopolitiques interagissent avec les contraintes d'approvisionnement. La hausse des taux crée des points d'entrée potentiels, mais elle reflète également le risque que les banques centrales disposent d'une flexibilité moindre que ce que le marché avait initialement supposé. Nous surveillons le sentiment sur les titres à revenu fixe afin de détecter des signes de capitulation, ce qui créerait des opportunités plus attrayantes.

Le Canada présente un intérêt particulier, car la trajectoire de politique monétaire implicitement prévue par le marché semble incompatible avec une évaluation raisonnable de la croissance et de l'inflation. Si les positions devaient se polariser davantage, une exposition sélective à la durée pourrait redevenir intéressante.

Enfin, en ce qui concerne les matières premières, nous sommes entrés dans le conflit avec une surpondération générale et avons réduit cette position à mesure que les prix et la volatilité grimpaient. Les arguments à long terme en faveur de cette classe d'actifs reposent toujours sur l'augmentation des investissements dans l'IA, les besoins croissants en matière de défense, et un environnement géopolitique qui encourage les entreprises et les gouvernements à constituer davantage de stocks et à s'assurer un accès aux intrants clés. Les récentes poussées de prix n'ont pas remis ce scénario en cause, bien qu'elles soulignent la tendance des marchés de l'énergie à évoluer bien en avance sur les fondamentaux en période de tension. Malgré la réduction de notre exposition, nous conservons une vision positive à moyen terme et envisagerons de reconstituer la position si le sentiment devient plus prudent. Dans un contexte où les risques d'inflation persistent et où la crédibilité des politiques pourrait être mise à l'épreuve, les actifs réels continuent d'offrir une diversification précieuse alors que l'équilibre traditionnel entre actions et obligations est peut-être moins fiable.

Sébastien Mc Mahon, MA, PRM, CFA

Stratège en chef, économiste sénior et vice-président, allocation d'actifs et gestionnaire de portefeuilles

En collaboration avec :

Étienne Bergeron, MA

Directeur adjoint, stratégie macro, allocation d'actifs

Tuyen Tran, M. Sc., CFA

Directrice adjointe, allocation d'actifs

POSITIONNEMENT

Alex Bellefleur, MA, CFA

Vice-président sénior, chef de la recherche, allocation d'actifs



Performance des marchés

Rendements totaux au 31 mars 2026, en \$ CA

	MAD	TAD	AAD	1 AN
ACTIONS (DEVICES LOCALES)				
S&P 500	-5,0 %	-4,3 %	-4,3 %	17,8 %
S&P/TSX	-4,3 %	3,9 %	3,9 %	34,8 %
NASDAQ 100	-4,9 %	-6,0 %	-6,0 %	23,1 %
MSCI Monde Net	-5,7 %	-3,2 %	-3,2 %	17,9 %
MSCI EAEO Net	-8,0 %	0,1 %	0,1 %	17,4 %
MSCI Marchés émergents	-10,5 %	2,2 %	2,2 %	31,4 %
PRODUITS DE BASE				
Or	-11,6 %	8,1 %	8,1 %	49,4 %
CRB	2,4 %	4,7 %	4,7 %	3,3 %
WTI	51,3 %	76,6 %	76,6 %	41,8 %
REVENU FIXE				
FTSE Canada Univers	-2,0 %	0,2 %	0,2 %	0,8 %
FTSE Canada long terme	-3,6 %	0,0 %	0,0 %	-2,5 %
FTSE Canada sociétés	-1,7 %	0,1 %	0,1 %	2,8 %
DEVICES				
DXY	2,4 %	1,7 %	1,7 %	-4,1 %
USD/CAD	2,0 %	1,4 %	1,4 %	-3,3 %
USD/EUR	2,2 %	1,7 %	1,7 %	-6,4 %
USD/JPY	1,7 %	1,3 %	1,3 %	5,8 %
USD/GBP	1,9 %	1,9 %	1,9 %	-2,3 %

	MAD	TAD	AAD	1 AN
SECTEURS S&P/TSX				
Finance	-3,0 %	-1,9 %	-1,9 %	34,4 %
Énergie	8,2 %	30,1 %	30,1 %	51,0 %
Industrie	-6,5 %	-0,2 %	-0,2 %	4,9 %
Matériaux	-16,4 %	10,7 %	10,7 %	84,6 %
Technologie de l'inform.	0,4 %	-22,5 %	-22,5 %	3,1 %
Services aux collectivités	0,4 %	11,2 %	11,2 %	26,9 %
Services de communic.	-0,7 %	5,8 %	5,8 %	14,9 %
Consommation de base	-2,5 %	3,1 %	3,1 %	16,9 %
Consommation discrétion.	-8,2 %	-3,9 %	-3,9 %	26,0 %
Immobilier	-5,6 %	-4,3 %	-4,3 %	1,4 %
Santé	-8,2 %	-4,5 %	-4,5 %	5,3 %
SECTEURS S&P 500				
Technologie de l'inform.	-3,8 %	-9,2 %	-9,2 %	28,8 %
Santé	-8,1 %	-4,9 %	-4,9 %	2,3 %
Consommation discrétion.	-5,6 %	-9,2 %	-9,2 %	11,7 %
Finance	-3,6 %	-9,5 %	-9,5 %	0,2 %
Services de communic.	-7,3 %	-6,9 %	-6,9 %	32,5 %
Industrie	-8,5 %	4,5 %	4,5 %	24,6 %
Consommation de base	-7,5 %	7,5 %	7,5 %	5,5 %
Énergie	10,4 %	38,2 %	38,2 %	36,3 %
Services aux collectivités	-3,2 %	8,3 %	8,3 %	19,7 %
Immobilier	-6,0 %	2,8 %	2,8 %	2,3 %
Matériaux	-6,9 %	9,7 %	9,7 %	18,0 %

Pôle d'attraction des meilleurs talents en investissement, iAGMA est l'un des plus grands gestionnaires d'actifs au Canada, avec plus de 100 milliards de dollars sous gestion pour des mandats institutionnels et de détail. Nous aidons les investisseurs à atteindre leurs objectifs de création de richesse à long terme par des solutions de placement innovantes conçues pour les marchés complexes d'aujourd'hui. Nous nous appuyons sur notre succès historique, soutenons le développement de nos principaux atouts et explorons des moyens innovants pour répondre aux besoins des investisseurs. Nous bâtissons sur notre histoire et innovons pour l'avenir. Nos gestionnaires de portefeuilles expérimentés utilisent une méthodologie de placement propre, ancrée dans l'engagement fédérateur d'iAGMA envers une solide gestion des risques, la rigueur analytique et une approche disciplinée axée sur les processus d'allocation d'actifs et de sélection de titres.

Informations générales Les informations et les opinions contenues dans ce rapport ont été préparées par iA Gestion mondiale d'actifs, (« iAGMA »). Les opinions, estimations et projections contenues dans ce rapport sont celles de iAGMA à la date de ce rapport et peuvent être modifiées sans préavis, iAGMA s'assure que le contenu rassemblé est issu de sources que nous estimons fiables et contient des informations et des opinions précises et complètes. Cependant, iAGMA ne fait aucune déclaration ou garantie, expresse ou implicite, et à cet égard, n'assume aucune responsabilité pour toute erreur ou omission contenue dans ce document et n'accepte aucune responsabilité quelle qu'elle soit pour toute perte résultant de l'utilisation ou de la confiance accordée à ce rapport ou à son contenu. Il n'y a aucune représentation, garantie ou autre assurance que les projections contenues dans ce rapport se réaliseront. Les informations financières pro forma et estimées contenues dans ce rapport, le cas échéant, sont basées sur certaines hypothèses et sur l'analyse des informations disponibles au moment où ces informations ont été préparées, lesquelles hypothèses et analyses peuvent ou non être correctes. Ce rapport ne doit pas être interprété comme une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente d'un quelconque titre. Le lecteur ne doit pas se fier uniquement à ce rapport pour évaluer s'il doit ou non acheter ou vendre des titres de la société concernée. Il doit déterminer s'il est adapté à sa situation particulière et en parler à son conseiller financier, iA Gestion mondiale d'actifs. iAGMA et le logo de iA Gestion mondiale d'actifs sont des marques de commerce de Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. utilisées sous licence. iA Gestion mondiale d'actifs et iAGMA sont des marques de commerce et autres noms sous lesquels Industrielle Alliance, Gestion de placements inc. et iA Gestion mondiale d'actifs inc. exercent leurs activités.